

Obiang Nguema le dictateur reçu en grande pompe à Bujumbura

@rib News, 19/07/2009 Le président burundais Pierre Nkurunziza vient de dérouler son tapis rouge dernier cri pour accueillir l'un des derniers dictateurs africains, l'Angolais Teodoro Obiang Nguema, au moment où les organismes internationaux de défense des droits de l'Homme tirent de nouveau la sonnette d'alarme sur les violations commises par le pouvoir angolais. Human Rights Watch (HRW) a demandé la semaine dernière aux Etats-Unis et à l'Espagne de faire pression sur le Gouvernement angolais pour qu'elle respecte les droits de l'homme.

"Le bilan du gouvernement angolais sur le respect des droits de l'Homme est extrêmement modeste : ce n'est pas un pays démocratique, depuis longtemps il commet de graves violations des droits de l'Homme", a déclaré Arvind Ganesan, de HRW, dont le siège est à New York. L'ex-colonie espagnole, indépendante depuis 1975 est "une dictature dirigée par le président Teodoro Obiang Nguema", selon l'organisation qui a présenté un rapport sur le contrôle et les droits de l'Homme en Angola. HRW rappelle que depuis que ce petit pays d'Afrique de l'Ouest a découvert le pétrole au milieu des années 90, "le produit intérieur brut a augmenté de plus de 5.000% et le pays est devenu le 4e producteur d'Afrique subsaharienne". Mais dans le même temps, la mortalité infantile a augmenté et le gouvernement ne fournit pas les prestations sociales élémentaires, selon HRW, qui ajoute que la corruption corrompt les membres du gouvernement. "Sans une pression internationale significative, l'immense richesse de l'Angola restera un système gonflant de l'argent pour quelques uns au lieu d'améliorer la vie de beaucoup", a estimé M. Ganesan. HRW demande aux Etats-Unis, principal investisseur étranger dans le pays, de faire "clairement comprendre qu'une bonne gestion gouvernementale et le respect des droits de l'homme sont essentiels pour la sécurité énergétique". L'organisation demande aussi à Washington et à Madrid de faire pression en refusant des visas aux fonctionnaires impliqués dans des affaires de corruption et qu'ils confisquent des biens mal acquis qui se trouvent sur leur territoire.